

LA VÉRITÉ DES TRAVAILLEURS

PARTI COMMUNISTE INTERNATIONALISTE SECTION FRANÇAISE DE LA 4^e INTERNATIONALE

Le rapport KHROUCHTCHEV
sur STALINE
EST PARU

voir page 4 et 5

Assez des Congrès étouffoirs

CONGRES DES COMITES D'ACTION CONTRE LA GUERRE D'ALGERIE

Les Partis socialistes sont, disait Lénine, des partis « ouvriers-bourgeois ». Ouvriers par leur composition sociale, par leur programme, par les traditions socialistes dont ils se réclament — bourgeois par les attaches de leurs dirigeants et la politique journalière que ceux-ci impriment à leur parti. Loyal gérant du capitalisme se dépeignait Blum avec le tranquille cynisme de bonne conscience. Pour ces dirigeants, les promesses de lutter pour le socialisme — faites aux bons cotisants — peuvent-elles compter en face des promesses faites aux capitalistes de bien gérer « le pays », leur pays ? Comment mettre en balance ce que pense un mineur avec ce que veulent ces hommes « cultivés » qui connaissent à fond toutes les « énormes difficultés de l'industrie et de l'Etat moderne » ?

Le Congrès du Parti socialiste a une fois de plus mis en lumière cette contradiction. Pour avoir une majorité appréciable, pour réduire au minimum une minorité à la tête de laquelle se trouvaient Daniel Mayer, André Philip, Verdier, Guy Mollet a dû composer avec les Fédérations du Nord et des Bouches-du-Rhône, en introduisant dans la résolution votée par le Congrès des formules reconnaissant que l'Algérie est un autre pays que la France, qu'elle a droit à un exécutif et un législatif, qu'il faut mener la lutte en Algérie contre les colonialistes. Cette résolution traduit, sous la forme très défigurée d'un texte de congrès socialiste, la profonde hostilité des membres de ce parti à la guerre menée en Algérie par le gouvernement à direction socialiste.

Mais ce texte voté, Guy Mollet continue à mener la politique passée, exigée par les colonialistes. Lacoste est retourné à Alger pour continuer sa guerre sur un seul front, contre le peuple algérien, signant les sanctions contre les fonctionnaires et commerçants qui ont participé à la grève du 5 juillet.

Mais la politique « socialiste » est un fait, et le problème se pose pour les travailleurs français de continuer à lutter contre la guerre en Algérie et d'imposer sa fin au gouvernement. Il est maintenant bien clair que la majorité de gauche élue pour faire la paix, continuera à faire la guerre si le peuple ne lui impose pas de tenir ses promesses électorales. Le bulletin de vote ayant été utilisé et ne donnant que duperie, ce ne sont pas ceux qui ont dupé les travailleurs qui peuvent se plaindre que ceux-ci utilisent les autres moyens qu'ils ont d'exprimer leurs désirs : manifestations, grèves, protestations sous toutes les formes.

Les départs des rappelés se sont accompagnés de luttes d'une grande ampleur, et elles resteront mémorables. Mais il faut re-

connaitre que le gouvernement a réussi à passer à travers une première période d'agitation, sans céder aux travailleurs.

Aujourd'hui, les démonstrations sont moins nombreuses, moins violentes, et Guy Mollet peut espérer pousser jusqu'aux vacances qui, espère-t-il, lui donneront un nouveau répit. Il n'y a pas de doute que l'attitude du Parti Socialiste a gêné la mobilisation des masses. C'est précisément dans ce but que les capitalistes ont mis Guy Mollet au pouvoir.

Mais si on tient compte de l'influence très limitée que le Parti socialiste a sur les larges masses prolétariennes, et plus spécialement sur la jeunesse ouvrière et paysanne, on est obligé de se poser la question de la politique du Parti communiste français qui, lui, in-

fluence et groupe les couches les plus combattives de la classe ouvrière. Que le Parti socialiste, qui délègue certains de ses membres pour diriger la guerre ne mobilise pas les travailleurs contre elle, cela ne s'excuse pas, mais se comprend. Mais la question reste posée : Comment se fait-il que le peuple français tout entier, sauf une mince clique d'exploiteurs, de galonnés, de fils à papa ou de gangsters, soit contre la guerre, manifeste spontanément à chaque départ de rappelés ou presque, se batte avec acharnement, et que tout cela reste dispersé, sans plan d'ensemble à l'échelle nationale, sans lutte générale, seule capable de faire céder le gouvernement ?

J. PRIVAS

(Suite en dernière page)

SALUT AUX TRAVAILLEURS POLONAIS !

Juin 1953. Les ouvriers du bâtiment de la Stalinallee de Berlin débrayent contre les normes de travail qui leur sont imposées. La grève générale s'étend sur toute l'Allemagne de l'Est.

Juin 1956. Les ouvriers de l'usine Staline à Poznan débrayent contre les normes de travail qui leur sont imposées. La grève générale s'étend à toute la ville. Dans toute la Pologne, les ouvriers élaborent leurs cahiers de revendications.

Juin 1953, face au « cours nouveau » que prétendent suivre les dirigeants de l'Allemagne de l'Est, les ouvriers formulent outre leurs revendications économiques des revendications politiques.

En juin 1956, fait nouveau d'importance, si les dirigeants de l'U.R.S.S. et du P.C.F. traitent encore les travailleurs polonais de provocateurs, d'agents impérialistes, de chouans, le parti polonais n'hésite pas d'infliger un démenti cuisant au Kremlin, reconnaissant que « les ouvriers avaient des raisons suffisantes d'être mécontents », et que la responsabilité principale incombait à « la bureaucratie sans cœur » du parti et des syndicats qui « ont perdu tout contact avec les ouvriers », au « bureaucratisme de notre gouvernement ».

A Poznan comme à Berlin, les travailleurs se sont dressés contre des conditions de travail insupportables. A Poznan, la révolte a éclaté parce que les délégués ouvriers n'étaient pas reçus et parce que la nouvelle de leur arrestation était arrivée.

S'il y a eu des agents impérialistes, ils ont pu exploiter une situation qui était tendue à l'extrême précisément par suite des conditions auxquelles étaient soumis les ouvriers par le gouvernement polonais. Ces mêmes conditions sévissent en Hongrie et dans d'autres démocraties populaires. Les menaces des gouvernants de ces pays, loin de calmer le mécontentement des masses, ne feront que l'exacerber.

Au même moment où surviennent ces mouvements de masse, les dirigeants soviétiques viennent de publier une résolution sur le « culte de la personnalité ».

Il n'est vraiment guère nécessaire de répondre à leurs affirmations qu'ils ignoraient beaucoup de choses avant la mort de Staline et surtout avant l'arrestation de Béria. Ils connaissaient très bien le régime d'oppression existant, ils étaient eux-mêmes parmi les oppresseurs. Il ne leur a pas fallu trois ans pour faire des découvertes connues de tous, il leur a fallu trois ans avant de se décider, sous la pression des masses, à commencer à mettre en cause leur ancien patron et à tenter de se justifier personnellement en rejetant tout sur son dos.

Ils ont enfin trouvé une explication de leur silence : le peuple, déclarent-ils, n'aurait pas compris qu'on attaque Staline et n'aurait pas soutenu ceux qui l'auraient fait.

Telle est l'autocritique de Khrouchtchev : Staline était devenu un monstre, le peuple le soutenait, et eux — le noyau léniniste (!) du Comité central — ont eu le courage de se taire... pour survivre !

Le peuple ne les aurait pas compris et suivis ? Mais, aujourd'hui, quand les masses — s'appuyant précisément sur leurs déclarations contre Staline — demandent des conditions de vie meilleures et des libertés démocratiques, ils osent parler de provocation et d'intervention d'agents impérialistes.

La résolution du Comité central du P.C. de l'U.R.S.S. définit clairement les limites admises par les successeurs de Staline. Elle reproche à Togliatti, pourtant si prudent, d'avoir parlé d'une « dégénérescence » dans les années passées, lui répliquant que la nature sociale du pays n'avait pas été altérée par les crimes de Staline. Certes, l'Etat soviétique était resté un Etat ouvrier et les démocraties populaires sont des Etats ouvriers, parce que les formes de propriété collective y demeurent.

Mais il y a eu dégénérescence en U.R.S.S., car de Lénine à Staline, le régime politique était passé de la démocratie ouvrière à celui d'une dictature bureaucratique.

BUREAU POLITIQUE DU P.C.I.

(Suite en dernière page)

Nos lecteurs nous écrivent...

Nous avons reçu d'un de nos correspondants de province une lettre dont nous citons ci-dessous de larges extraits. Nous remercions notre camarade de cette lettre et nous espérons que son exemple sera

suivi par de nombreux autres lecteurs de notre journal qui nous apporteront ainsi une aide précieuse pour sa rédaction et son amélioration.

Avant toute chose, je ne puis qu'affirmer mon accord total avec la ligne politique du Parti, exposée par « La Vérité des Travailleurs »... Dans le cadre de notre intégration au mouvement réel des masses, « La Vérité des Travailleurs » doit d'abord être faite pour l'avant-garde réelle de ce mouvement réel : les ouvriers stalinien.

Notre journal remplit-il bien son rôle d'armement de ces ouvriers ? A cela je veux répondre : « Pas toujours très bien ».

Dans les conjonctures actuelles, nous devons être à même de répondre à toutes les questions (explicites et implicites) contenues dans les paragraphes suivants :

- 1° Le P.C.F. et le 20^e Congrès du P.C. de l'U.R.S.S.
- 2° Le P.C.F. et la Révolution nord-africaine.
- 3° Le P.C.F. et le néo-réformisme (les voies nouvelles du socialisme, etc.).
- et un 4^e paragraphe qui est dépendant des trois premiers :
- 4° Le P.C.F. et la lutte ouvrière en France.

1° Le P.C.F. et le 20^e Congrès de l'U.R.S.S.

C'est sans doute la partie la mieux remplie du programme de réponse et de réarmement que notre Parti et notre presse doivent remplir... Nous devons parler de la position pro-Février, contre-Octobre, de la fraction Staline-Kamenev, nous devons dans un but d'éclaircissement dire ce qu'était « l'opposition de Tsarytsine » et nous devons (encore une fois ! mais clairement, longuement, mais simplement), expliquer toute l'attitude de la fraction centriste de Staline, se nourrissant à retardement des « déchets de la plate-forme de l'Opposition de gauche ».

D'autre part, nous devons redire aux ouvriers stalinien ce qu'ont été les fusillés des grands procès. Nous ne devons pas oublier que les cadres stalinien auxquels nous nous adressons ne sont pas des adhérents de 1925 ou de 1927, mais dans leur énorme majorité des adhérents de 1935 et surtout 1936 (au moment des grèves) pour qui les noms de Zinoviev, de Radek, de Tomsky ou de Boukharine, ne veulent strictement rien dire. A ce sujet je conseille de publier une sorte de feuilleton : « LES FUSILLES, LES DÉPORTÉS, LES ASSASSINÉS DE STALINE » avec les biographies publiées en Index dans le Tome I des écrits de Trotsky.

... Nonobstant ces quelques remarques, bravo pour l'article de PABLO « La dissolution du Kominform ». Bravo pour sa très lucide définition de l'éclosion titiste, le « centrisme particulier » dans le monde stalinien.

2° Le P.C.F. et la Révolution nord-africaine.

... Il est indéniable que dans l'ensemble des couches populaires en France, la guerre d'Algérie soit le problème numéro 1. Et ce problème se multiplie chez les ouvriers stalinien par tout ce que l'attitude de ce Parti apporte d'incompréhension, se multiplie encore par l'annonce du « retour à Lénine » et par les « voies nouvelles » du néo-réformisme... Au moment des manifestations, des refus, des mutineries extrêmement développées de Rouen, de Grenoble ou du Havre, à l'heure où ces jeunes soldats s'engagent presque seuls dans de telles luttes, où seuls quelques organismes de base du P.C.F. (au maximum : les sections) les aident dans cette lutte, nous devons absolument, sous peine de faillir à notre rôle, consacrer une part de notre action et de notre presse à faire mettre le doigt des ouvriers stalinien sur la trahison de la lutte (révolutionnaire) des rappelés par le P.C.F. qui, par ses directives, limite son « soutien » — et ceci dans le meilleur des cas — à la rédaction de... pétitions contre le départ en Algérie des rappelés ! (Ceci cadrait par hasard admirablement avec les « voies nouvelles », l'esprit de Genève, la cohabitation pacifique et le reste.)

Il n'est pas une section C.G.T. qui n'ait eu une bonne part de son effectif rappelé pour l'Algérie (la mienne : 160 adhérents, en a eu 16) et où les gars ne viennent trouver les responsables syndicaux (et P.C.F.) en leur disant : « Alors quoi ? Qu'est-ce qu'on fait pour nos jeunes ? On les laisse tomber ? Dans les sections ou les cellules du P.C.F. (je vois ça de très près bien que de l'extérieur), les cadres de base sont gênés de répondre aux militants :

« Nous devons être sages pour ne pas rompre l'unité d'action (?) avec la S.F.I.O. ».

3° Les « voies nouvelles du socialisme »

Il y a lieu de populariser et d'étendre l'article précité de Pablo. Ceci me semble avoir beaucoup d'importance. Si la première affirmation de Thorez-Duclos à ce sujet était passée inaperçue il y a une dizaine d'années, au temps du tripartisme, la récente réédition a eu beaucoup plus d'échos, parce que se situant après une longue période d'opposition du P.C.F. Cela soulève d'abord une crainte du retour aux efforts de la direction du P.C.F. pour revenir à un soutien plus affirmé de la politique gouvernementale et aussi, chez l'avant-garde des militants stalinien, comme une rupture avec le marxisme.

4° Le P.C.F. et la lutte ouvrière.

C'est sans doute là que se traduit le plus intensément cette contradiction existant entre le « tournant » anti-stalinien du 20^e Congrès, à qui la montée révolutionnaire en U.R.S.S. a imposé un virage à gauche (*) et la politique de plus en plus droitrière de la direction du P.C.F. Dans ce cadre on n'assiste à aucune réorientation à gauche des mots d'ordre revendicatifs du P.C.F. qui en est resté à son attitude très « constipée » à l'égard des mouvements de Nantes et de Saint-Nazaire. Beaucoup de congrès syndicaux se sont tenus depuis cette date et si certains d'entre eux ont vu l'adoption de notre vieux mot d'ordre « l'augmentation unitaire, égale pour tous », aucune agitation n'a été faite sur ces mots d'ordre. On peut même beaucoup mieux dire qu'aucun mot d'ordre n'arrive plus aux sections syndicales, et si quelques mouvements se produisent ils sont spontanés et assez périphériques, lorsqu'ils ne naissent pas à l'extérieur de la C.G.T. (aviation civile ou radio par exemple).

Le « débordement » par le prolétariat, des cadres fixés par le P.C.F. a été en septembre 1955 extrêmement populaire en France. Alors le prolétariat était avec les « provocateurs » de Nantes et de Saint-Nazaire, contre les « sages » dialecticiens (?) du « rapport de forces défavorable » qui suivaient les positions exprimées sur ce point par B. Frachon au dernier congrès de la C.G.T.

D'une façon générale, cette période (ouverte par Nantes) me paraît se manifester en fin de compte par une méfiance toute nouvelle des militants P.C.F. vis-à-vis de leur direction. On trouve de moins en moins de responsables qui veulent à tout prix expliquer et justifier la politique du Parti. De plus en plus ils deviennent muets et gênés, admettent « qu'il y a eu des erreurs... », sans plus expliquer cela par « l'influence néfaste de Marty, Tillon, Lecœur, etc. ». Cet état d'esprit s'est particulièrement manifesté au moment de la signature des accords Renault et la lamentable intervention de Lunet à ce sujet à la Radio (Tribune de Paris) a péniblement impressionné les militants et les cadres de base du P.C.F.

Ceci par ailleurs n'empêche pas qu'il y ait dans l'ensemble de la classe le maintien de la cohésion autour du P.C.F. et de la C.G.T. Il y a même, localement, certains progrès... Tous ces faits justifient la politique de notre Parti parce qu'ils vérifient l'analyse qu'il a donné de la situation politique de la classe ouvrière et de son avant-garde : Pas de rupture de quelque importance avec le P.C.F., mais un esprit critique se développant sans cesse vis-à-vis de sa direction.

Conclusion.

Dans cette « critique » du journal, je me suis essentiellement attaché et étendu sur les réponses que nous avons à donner à l'avant-garde stalinienne qui se met en marche vers un « retour à Lénine » bien plus réel que celui proclamé par Khrouchtchev, et j'ai dit que nous ne donnions pas toujours très bien ces réponses. En réalité, je veux dire que nous ne les donnons pas assez. Il n'y a rien dans le journal qui soit de trop. C'est-à-dire qu'il n'y a rien à supprimer, mais qu'il y a à ajouter.

Le journal est rare et il n'est pas très grand... Il m'apparaît nécessaire d'apporter à l'avant-garde plus de réponses plus complètes qu'elle attend.

C.M.

Au sommaire du N° de juin de

IV^e Internationale

EDITORIAL :

Situation actuelle et perspectives de l'Europe occidentale.

NOTES EDITORIALES :

Le vote du 27 mai en Italie.

Instabilité en Argentine.

La dissolution du Kominform.

M. PABLO

Les apologistes du « cours nouveau » et nous.

H. VALLIN

De Bernstein à Khrouchtchev (Les « voies nouvelles vers le socialisme »).

P. FRANK

Pour un bilan sur la question de l'U.R.S.S. et du stalinisme.

Léon TROTSKY

Le « testament de Lénine ».

E. GERMAIN

Les racines de la pensée dialectique.

J.-P. MARTIN

Parlons de la femme, de la famille, des enfants.

Le numéro de 96 pages : 150 francs.

C.C.P. P. Frank, 12648-46 Paris.

Une campagne énergique contre la répression

Une communication officielle récente nous apprend qu'à la fin de juin 79 personnes avaient été inculpées à la suite des manifestations contre le rappel des disponibles qui se sont déroulées à travers tout le pays. Des dizaines de militants sont incarcérés à Fresnes, au Fort de Hâ et dans des geoles diverses.

De son côté, la justice militaire, nous apprend-on, a ordonné des enquêtes sur le cas des jeunes soldats qui se sont rendus responsables de retards de trains.

Des peines de prison fermes ont commencé à pleuvoir. Un grand nombre des personnes emprisonnées et condamnées appartient au P.C.F. Il est surprenant de constater que « l'Humanité » les défend à peine, se contentant de publier de temps à autre de minces entrefilets et ne menant aucune campagne tant soit peu sérieuse contre la répression gouvernementale, contre les nombreuses inculpations, pour la libération immédiate de tous les emprisonnés.

Il y a 150 députés communistes à l'Assemblée nationale. Aucun n'a interpellé encore le gouvernement sur sa répression anti-ouvrière. Il n'est pas besoin d'insister pour démontrer que ces graves infractions à la solidarité avec les victimes de la répression constituent, en même temps qu'un désaveu implicite de l'action menée par ces militants, un encouragement à l'arbitraire gouvernemental et colonialiste.

LIBEREZ

Claude GÉRARD

ABONNEZ-VOUS !

à « La Vérité des Travailleurs »
bi-mensuelle

- 6 mois : 12 numéros 300 fr.
- 1 an : 24 numéros 600 fr.
- Sous pli fermé, respectivement 600 et 1.200 fr.

Réglez par mandat :
C.C.P. 6965-68 Paris,

64, rue de Richelieu, Paris-2^e.

L'abondance des matières ne nous permet pas dans ce numéro de traiter des mouvements revendicatifs des travailleurs dans le monde entier, en particulier la magnifique grève des 65.000 sidérurgistes américains, les mouvements des métallos britanniques, la grève des travailleurs agricoles italiens, etc., qui nous témoignent de l'ampleur et de la force du combat de la classe ouvrière mondiale.

Nous y reviendrons dans nos prochains numéros.

Eclatant succès de la grève générale en Algérie

Le temps travaille contre l'impérialisme français

L'éclatant succès de la grève générale du 5 juillet en Algérie et en France même remet bien les choses en place, en crevant les bulles de savon de la rhétorique des Guy Mollet et Cie.

Il a fallu que la grève soit imposable pour que les agences annoncent 95 % de grévistes à Alger et dans les principales villes d'Algérie et 80 % parmi les travailleurs algériens de la métropole.

L'état d'alerte numéro 1 instauré par Lacoste et le plus formidable déploiement des forces répressives à Alger n'ont pas intimidé les masses travailleuses. Les premières informations qui nous parviennent témoignent que ce fut une manifestation impressionnante. Les quartiers musulmans d'Alger si animés habituellement, furent déserts. Les boutiques restèrent closes. Les usines ne travaillaient pas. Les transports urbains fonctionnaient au ralenti, conduits par des employés européens. Les véhicules constamment bondés habituellement, étaient vides. Le port d'Alger est resté immobile. Les gens de maison n'ont pas travaillé, pas plus que les services de nettoyage. En dépit des ordres de réquisitions, les fonctionnaires musulmans ont fait grève à 80 %, d'après les communiqués officiels.

Jusqu'à l'armée des mendiants, des petits crieurs et des crieurs de journaux de 8 à 12 ans, qui envahissent par centaines les grandes artères, qui a disparu de la circulation.

La riposte du syndicaliste Robert Lacoste ne s'est pas faite attendre. Déjà, on annonce que les fonctionnaires grévistes seront traduits devant le conseil de discipline, voire devant les tribunaux, pour ceux qui n'auront pas répondu aux ordres de réquisition. Les auxiliaires seront suspendus ou licenciés.

Les commerçants grévistes devront fermer leurs boutiques pendant un mois et les cafés maures seront fermés jusqu'à nouvel ordre.

Est-ce cela la lutte sur les deux fronts définie par le Congrès de la S.F.I.O. ? S'agit-il toujours de réduire la petite poignée d'agitateurs extrémistes ? Dix-neuf mois de guerre, c'est bien long pour liquider ce petit noyau isolé.

C'est sous la menace que des millions de gens ont fait la grève, nous dit-on sérieusement. La presse se félicite encore que cette grève se soit déroulée dans un ordre parfait, en attribuant tout le mérite aux gendarmes de M. Lacoste.

Il serait sans doute plus intelligent de relever que jamais le mouvement des masses n'avait atteint, en Algérie, une telle puissance — une telle unanimité, devrait-on dire — une telle conscience et une telle maturité politique, une telle discipline.

« Combat » a l'humour de parler d'échec du F.L.N. qui aurait reculé devant le déclenchement de la grève insurrectionnelle. Le texte de l'appel à la grève générale marquait bien l'initiation de ses initiateurs. Cet appel parlait d'une « répétition générale de la grève insurrectionnelle », comme le relevait « Le Monde ». L'objectif était donc nettement délimité et le déroulement de la journée du 5 juillet y a pleinement répondu.

La démonstration a été faite que le corps expéditionnaire français fort de 400.000 hommes n'a pas réussi à briser le ressort du peuple algérien. La répression redoublée de Lacoste-Mollet et les grandes opérations militaires aux noms grandiloquents n'ont pas entamé sérieusement la force combative de la résistance algérienne et n'ont fait que renforcer la résolution des grandes masses.

La résistance algérienne poursuit ses étapes de préparation et de consolidation sans tomber dans les pièges tendus par l'impérialisme. Les grandes opérations françaises tombent dans le vide, comme au Vietnam, et c'est la population civile qui essuie la fureur d'impuissance des troupes à la recherche de l'adversaire invisible.

A l'action des partisans dans les campagnes est venu s'ajouter le terrorisme dans les villes et les manifestations de masse des larges couches travailleuses. Progressivement l'ensemble du peuple algérien se trouve mobilisé et toutes les formes d'action sont combinées.

L'effort immense, de mobilisation d'un demi-million d'hommes, poursuivi avec ténacité par Lacoste n'a pu enrayer l'évolution constante du rapport des forces en faveur de la révolution algérienne. Tel peut être résumé l'enseignement capital de la grève générale du 5 juillet.

Les petites habiletés de Guy Mollet constituent autant de dérobades et ne visent qu'à gagner du temps. Les commentaires au lendemain du congrès de la S.F.I.O. pronostiquent plus ou moins prudemment que les grandes échéances Passé ce délai, la situation deviendra des plus

déliçantes, dit-on, autant sur le plan international, à l'O.N.U., que sur les plans financiers, sociaux et politiques en France même.

Ces savants pronostics peuvent être facilement renversés du jour au lendemain si la force contenue de la résistance et du peuple algérien venait à engager une offensive généralisée.

Une chose est certaine, et c'est très regrettable pour Guy Mollet, c'est que le temps travaille inexorablement contre l'impérialisme en Algérie comme il a travaillé contre lui en Indochine, en Tunisie et au Maroc.

Robert LEBLOND

Guy Mollet ne supprimera pas les camps de concentration

Devant le congrès socialiste, Guy Mollet fit sensation en annonçant :

« Pour le 14 juillet prochain, tous ceux contre qui une procédure n'est pas engagée, les femmes, les enfants, qui actuellement sont détenus seront remis en liberté. »

On pouvait de ces paroles déduire que les camps de concentration allaient disparaître en Algérie à bref délai et que les internements administratifs seraient annulés.

« Le Figaro » alla s'enquérir sur-le-champ auprès de Guy Mollet du détail des mesures envisagées et obtint les assurances désirées :

« Il s'agit, précise le président du Conseil, de personnes âgées, de mineurs, de malades dont la tenue dans les camps est restée sans reproche, ainsi que tous autres sur qui ne pèsent que des présomptions légères, à condition que leur retour ne présente aucun risque. »

Solidarité avec les travailleurs algériens

La grève générale des travailleurs algériens en France fut également un grand succès. Le mouvement a été suivi partout, et notamment dans les grandes entreprises de la région parisienne, par la quasi-unanimité des ouvriers algériens. Autant cette manifestation fut imposante, autant la carence des organisations syndicales françaises fut complète et affligeante. Nulle part ces organisations manifestèrent leur solidarité par des résolutions ou des mouvements partiels.

Les camarades algériens, ainsi maintenus dans l'isolement, sont une proie facile pour la répression patronale et policière. Les mesures de suspension et de licenciement, les arrestations ne se sont pas faites attendre. Il faudrait, pour les contrecarrer, autre chose que des vœux platoniques et des protestations de principes de la C.G.T.

LA VERITE DES TRAVAILLEURS PERMANENCE

64, rue de Richelieu

PARIS (2^e)

RIC. 03-52 et la suite

Métro : Bourse

Semaine, de 17 h. à 19 h.

le samedi, tout l'après-midi

Pour comprendre l'histoire des 30 années falsifiées par Staline lisez :

LEON TROTSKY

Ma Vie (nouv. éd. de la N.R.F.) 1.150 fr.

Ma vie, édition abrégée 250 fr.

Histoire de la Révolution Russe

(2 vol.) 1.800 fr.

La Révolution trahie 600 fr.

Staline 750 fr.

L'AFFAIRE MARTY

d'André MARTY

Envoyez vos commandes au S.E.L.

« LA VERITE DES TRAVAILLEURS »

64, rue de Richelieu, Paris-2^e,

C.C.P. 6965-68 PARIS

La préface des camarades d'« Action

Communiste » à l'édition italienne de

l'ouvrage d'André Marty : 50 francs.

LE PROCHAIN NUMERO DE LA « VERITE DES TRAVAILLEURS » PARAITRA LE 30 JUILLET ET COMMENTERA LES TRAVAUX DU 14^e CONGRES DU P.C.F.

LETTRE D'UN MILITANT COMMUNISTE :

La Politique Algérienne du P. C. F.

Elle est l'objet de nombreuses critiques dans l'organisation.

1. — Politique des Comités de lutte contre la guerre d'Algérie.

Il s'en est formé beaucoup. Mais le P.C.F. n'a jamais mobilisé ses militants sur cette tâche n° 1. Au moment de la lutte contre la C.E.D. les responsables étaient toujours sur le dos des militants des cellules : alors où en êtes-vous ? Combien de comités ? Rien de semblable pour la formation des comités contre la guerre d'Algérie. Les comités se forment, tant mieux ; ils ne se forment pas... on passe à autre chose sans insister. Pas de mots d'ordre pour convoquer des Congrès locaux et départementaux des comités précédant la convocation d'un Congrès national. Il existe bien plusieurs comités nationaux (des intellectuels, d'information et d'action), mais ils ne coordonnent pas l'activité de ceux qui luttent contre l'exploitation colonialiste. Le 16 juin, journée nationale à Paris. Les participants à cette journée ne représentaient pas les comités locaux et tout ce qu'on a trouvé est de se mettre à la recherche de personnalités pour lancer une pétition nationale. L'activité du P.C.F. se situe à ce niveau.

2. — Pas d'inscriptions à la peinture comme pendant la guerre du Vietnam. Affiches centrales qui viennent seulement de sortir.

3. — Les jeunes qui sont à l'avant-garde de la lutte et qui entraînent leurs camarades sont traités de « provocateurs ».

4. — Politique de Front unique ouvrier. Ce n'est que le 2 septembre 1955, un an presque après le début de la guerre, que le P.C.F. envoie des propositions d'unité d'action au P.S. contre la loi d'urgence votée

au mois d'avril 1955. Le scrutin n'avait d'ailleurs été précédé dans le pays d'aucune campagne.

Après avoir, pendant des années, essayé utopiquement de détacher les militants S.F.I.O. de leur Parti, le 12 mars et le 5 juin, le P.C.F. sombre dans l'opportunisme (vote des pouvoirs spéciaux et abstention sur la seconde investiture Guy Mollet. Alors qu'un vote contre, dans les deux cas, aurait renforcé le courant unitaire dans le P.S. comme nous l'avons expliqué maintes fois (encore dans ce numéro).

5. — Attitude envers les directions nationalistes.

Rappelons les incidents du 1^{er} mai 1955 : le P.C.F. refuse la tribune à un représentant du M.N.A. Ajoutons-y les consignes de ne soutenir qu'en paroles les grévistes nord-africains, et silence dans l'Humanité sur les revendications du F.L.N. et du M.N.A.

6. — L'internationalisme prolétarien.

Sous le prétexte fallacieux de l'unité P.C.F.-P.S., vote des pouvoirs spéciaux armant les colonialistes contre les masses nord-africaines.

7. — La politique de l'Union Française.

Cette formulation résume tout. Elle signifie que le P.C.F. ne dirige pas avec conséquence la lutte contre le colonialisme pour ne pas rompre avec la bourgeoisie française.

Sans doute il n'y a pas de ministres du P.C.F. au gouvernement, mais le P.C.F. est le principal responsable du mouvement de masse en France et sa responsabilité est écrasante dans le fait que la bourgeoisie s'abrite derrière Guy Mollet a pu mobiliser plusieurs classes pour combattre la Révolution nord-africaine.

Offensive bureaucratique à la

Le droit de tendance ; c'est ce qu'imposeront les militants du P. C. F.

La belle unanimité qui régnait dans le Parti communiste français il n'y a pas si longtemps encore est en voie de disparition. Les délégués aux conférences s'abstiennent au moment de voter la résolution. Les représentants de la direction interviennent pour éliminer des organismes dirigeants locaux et départementaux ceux qui commencent ainsi à manifester le désir d'une autre politique et d'une autre direction ; les principes d'organisation d'un Parti communiste seraient incompatibles avec le droit de tendance. « Le Parti a été, reste et restera monolithique. » Tous les efforts de la direction visent à faire confondre aux militants monolithisme et centralisme démocratique.

Le centralisme démocratique n'exclut pas le droit de tendance qui existait dans le Parti bolchevique. Le droit de tendance ne fut supprimé qu'en 1921 en raison de conditions exceptionnelles dans lesquelles l'U.R.S.S. se trouvait à cette époque. Dans l'esprit de Lénine il ne s'agissait que d'une mesure transitoire. Mais la bureaucratie et son principal dirigeant Staline parvinrent progressivement à étouffer la démocratie prolétarienne en U.R.S.S. et dans les sections de la III^e Internationale. Le monolithisme est une conception stalinienne et non léniniste. Il signifie que ne sont délégués aux conférences et au congrès, que n'accèdent aux directions, que ceux qui sont d'accord avec l'équipe dirigeante qui sélectionne les militants en fonction de leur suivisme et de leur soumission. C'est le centralisme bureaucratique.

A la veille du XIV^e congrès, on peut bien voir que la direction s'efforce de maintenir ces conceptions staliniennes d'organisation.

Les principes d'organisation centralistes démocratiques d'un Parti communiste supposent l'accord de tous les adhérents sur les principes du communisme. Il suppose donc une unité de pensée théorique sur un certain nombre de questions fondamentales (le capitalisme, le socialisme, le communisme). Mais des divergences peuvent surgir entre les membres du Parti sur l'appréciation de la situation politique : méthodes de lutte, objectifs immédiats (non sur le but final). Les divergences sur la ligne politique sont possibles. Staline et ses émules ont fait rétrograder, exclure, liquider physiquement les oppositions communistes à la direction des Partis communistes. Au contraire, Boukharine, Zinoviev, Kamenev, Lénine, Trotsky coexistèrent à la direction pour le grand bien du Parti bolchevique malgré leurs désaccords portés à la connaissance du Parti. Les faits prouvent que le monolithisme n'est pas une garantie d'efficacité. Le Parti bolchevique de 1917 qui admettait le droit de tendance a renversé le tsarisme et le capitalisme en Russie, mais la III^e Internationale stalinisée a subi en Chine la défaite de 1927, en Allemagne celle de 1933, en Espagne et en France celles de 1938. Le monolithisme stalinien a abouti à la violation de la légalité soviétique. Il est le responsable des graves difficultés de la construction du socialisme dans les démocraties populaires et en U.R.S.S. même. De quel côté est l'efficacité ?

LA DEMOCRATIE PROLETARIENNE.

Le régime du Parti communiste ne doit pas être le centralisme bureaucratique pratiqué par Staline et son meilleur élève en France, mais le centralisme démocratique. Démocratie, c'est-à-dire que tous les militants participent à l'élaboration de la ligne politique. Cela suppose d'abord qu'ils doivent avoir toutes les informations nécessaires pour se pronon-

cer, ensuite qu'ils puissent s'exprimer devant le Parti dans le cadre des principes du communisme.

Or, la direction tient soigneusement dans l'ignorance le Parti. La seule source d'information est « l'Humanité » qui ne donne pas les informations relatives au mouvement de libération coloniale, au mouvement ouvrier français et international qui lui déplaisent. Cependant, il existe une tribune de discussion dans « l'Humanité » et « France nouvelle ». Oui, mais Georges Cogniot veille et ne laisse passer que les lettres dont le contenu est agréé par la direction. De nombreux militants se reconnaîtront en lisant ce passage. Cette tribune est utilisée d'ailleurs d'une manière tout à fait scandaleuse : « l'Humanité » reproduit des résolutions adoptées dans les conférences. Mais la rédaction du journal obéissant aux ordres de Maurice Thorez, Jacques Duclos, Jeanette Veermersch, Marcel Servin, passe sous silence les abstentions. Ils ne faut pas que les militants d'un département ou d'une localité sachent que d'autres ont fait comme eux. Cette tribune est un instrument de la direction. Ce qu'il faut surtout c'est cloisonner. Pensez donc, les opposants pourraient s'apercevoir qu'ils sont quelque chose dans le Parti. En matière de cloisonnement d'ailleurs, en ce moment, le dernier cri c'est d'empêcher que les membres du Comité central n'apprennent ce qui se discute à la base et d'empêcher la base de savoir ce qui se discute au Comité central. On crée chez le militant le sentiment de l'isolement pour abandonner l'espoir légitime de faire triompher son point de vue... « Et nous, nous resterons au Bureau politique et moi je resterai secrétaire général et je continuerai à appliquer la politique sectaire et opportuniste que je pratique depuis trente ans au besoin à l'aide de cette « nou-

velle » conception de l'internationalisme prolétarien séparés des autres. » (Pensez à la direction) « Les membres du Bureau politique et de Maurice Thorez en particulier.)

LE CENTRALISME EN MATIERE D'ORGANISATION.

Les délégations aux conférences et au congrès, les directions doivent refléter la discussion et être élues sur une base politique, c'est-à-dire représenter proportionnellement les différents courants d'opinion dans le Parti, et cela jusqu'au Comité central et au Bureau politique. A chaque échelon devraient pouvoir exister une majorité et une minorité : puisque les avis sont partagés sur le stalinisme, des nouvelles voies du socialisme, la politique de Front unique, la politique du Comité central depuis deux ans et sur celle que définit le projet de thèses.

L'action du Parti n'en serait pas affaiblie, parce qu'une des règles du centralisme démocratique veut que la minorité se soumette à la majorité et les organismes départementaux et locaux au Comité central, c'est-à-dire à la majorité du Comité central.

Le centralisme démocratique n'est ni le monolithisme, ni le social-démocratisme qui permet de ne pas tenir compte des décisions du congrès et du Comité central.

L'audience du P.C.F. serait beaucoup plus grande si ces principes étaient appliqués. Les rapports avec les travailleurs dans l'action (grèves, organisations de masses) seraient considérablement améliorés. Il y aurait place dans son sein pour tous les communistes et un tel parti communiste sonnerait en France le glas de la bourgeoisie.

La direction actuelle et ses procédés staliniens et la politique qui en découle retarderont en France l'avènement du socialisme.

R. MERLIN

« Le Parti communiste français est fort et uni » affirme André Stil. Chaque jour, dans « l'Humanité », les fédérations du Parti viennent proclamer en des résolutions semblables jusque par leur ponctuation, leur approbation de la ligne suivie et leur confiance dans la direction du Parti. Sur cette lancée, le 14^e congrès s'annonce comme l'assemblée de l'unanimité.

Tout ceci serait fort impressionnant, si ce bel ensemble n'était le produit du plus scandaleux étouffement de la démocratie. A l'heure actuelle, le P.C.F. connaît une discussion intérieure d'une ampleur et d'une apreté inusitées depuis plus de trente ans. La majorité des militants est en désaccord avec certains aspects essentiels de la politique de leur direction. Pour celle-ci, le problème est d'empêcher une libre confrontation des points de vue, qui permettrait aux opposants de rassembler leurs critiques variées en une plate-forme d'opposition, soumise à l'approbation du Parti. Et cela, afin d'assurer le facile maintien de la ligne opportuniste actuelle.

Cette ligne, la classe ouvrière dans son entier en subit les conséquences. C'est pourquoi toute l'avant-garde doit être éclairée sur la manière honteuse dont la direction du P.C.F. a organisé l'étouffement des oppositions dans les conférences de section. Et qu'aucun Stil, qu'aucun Courtade ne vienne démentir les exemples cités, car un témoignage existe : celui des militants communistes de base, qui peuvent retrouver leurs propres expériences dans celles rapportées ici.

LA LIGNE EST JUSTE.

Une chose est certaine : les conférences de sections ne sont plus semblables à celles d'autrefois. Les rapports d'activité des cellules contiennent maintenant plus de critiques politiques que de simples relations des actions entreprises. C'est sur le régime intérieur du Parti, sur les responsabilités des dirigeants français dans l'instauration du « culte de la personnalité » que les critiques sont les plus violentes. Mais la discussion ne chôme pas non plus sur l'Algérie, le contrôle des naissances, les voies du socialisme...

Ces discussions ont donné, dans plusieurs cas, une telle atmosphère aux conférences que les représentants de la direction fédérale (ou du

Le vrai visage de au sein du

Comité central) se sont crus obligés d'empêcher que les critiques ne débordent des limites ; aussi ont-ils coupé les interventions par des discours de trois quarts d'heure, une heure, deux heures même, indépendamment de leur discours de clôture. Une autre méthode a consisté à engager des discussions générales sur des questions secondaires : Caisse des Ecoles, travail d'organisations spécialisées, etc.

LE ROLE DES COMMISSIONS POLITIQUES.

Mais les militants communistes ne discutent pas pour le seul plaisir d'argumenter. Ils veulent que leurs critiques apportent des modifications à la ligne du Parti, d'où la nécessité de présenter aux thèses des amendements. Notons d'abord la difficulté d'une telle tâche quand les thèses renferment les données les plus contradictoires. Néanmoins, d'innombrables amendements ont été proposés.

Leur tri et leur discussion ont été confiés aux commissions politiques. Ces commissions sont traditionnellement élues au sein des conférences de section, à raison de un ou deux représentants par cellule. Organismes restreints, placés sous la présidence du représentant de la direction, elles sont plus facilement influençables que l'ensemble de la conférence. On a d'ailleurs quelquefois arbitrairement remplacé les délégués de cellule connus pour leurs critiques par des éléments plus « sûrs ».

Les commissions politiques avaient pour tâche d'élaborer la résolution finale de la conférence. Il fallait qu'on y trouve l'approbation de la ligne du Parti. Aussi toutes les propositions qui ne cadreraient pas avec cette ligne furent écartées. Quant l'opposition fut la plus forte, comme ce fut le cas dans plusieurs sections de Paris, les résolutions critiques furent finalement remplacées par des motions plus conformistes ; pour en arriver là, on fit des séances supplémentaires, on prolongea les sessions jusqu'à une heure avancée, de façon à vider au moins partiellement

POUR UN VERITABLE RETOUR A LENINE

La brochure contenant la lettre de la IV^e Internationale aux militants des Partis Communistes et le Testament de Lénine est parue.

Dans les kiosques et les gares : 50 frs.
Diffusez-là auprès des membres du Parti Communiste Français.

Les 10 : 400 francs.

Veille du 14^e Congrès du P.C.F.

Le Rapport Khrouchtchev

commenté par la IV^e Internationale

vient de paraître dans un numéro spécial de QUATRIÈME INTERNATIONALE

— Notre commentaire : Ce que Khrouchtchev ne pouvait dire.

— Le rapport Khrouchtchev.

— Le testament de Lénine.

— Un article de Trotsky sur le testament de Lénine.

— Thorez savait (une lettre de Thorez de 1924, en faveur de Trotsky).

Le numéro : 150 frs. — Les 5 : 600 frs
C.C.P. Frank, 12648-46 Paris,

64, rue de Richelieu.

En vente dans les kiosques, librairies et au siège.

Informations filtrées

Chaque membre du P.C.F. devra désormais apprendre l'italien... ou il ne saura pas ce que Togliatti a écrit dans « Nouveaux Arguments ».

« France Nouvelle » donne bien une traduction, mais le passage condamné par le C.C. du P.S.U.S. relatif à la dégénérescence des organisations en U.R.S.S. n'est pas reproduit.

Il n'existe pas un membre du Comité central ou un collaborateur qui connaît l'anglais ! Le Comité de rédaction de « l'Humanité » a attendu que la « Pravda » reproduise un article du secrétaire du Parti communiste américain publié dans le « Daily Worker » pour le porter à la connaissance de ses lecteurs.

Il y a de l'accord bilatéral là-dedans !

De notre correspondant à Londres

L'organe du P. C. anglais dément les mensonges de « l'Humanité » sur Poznan

Lors des événements de Poznan, l'Humanité s'est distinguée pour son attitude typiquement stalinienne envers les ouvriers polonais luttant pour l'amélioration de leurs conditions de vie et la démocratie prolétarienne. Elle attribue les événements principalement, sinon exclusivement, aux agissements des « agents provocateurs » de l'impérialisme et de la réaction intérieure. Elle n'a eu aucune compréhension pour les conditions et revendications des ouvriers polonais qui les ont poussés à agir.

Cependant, au même moment, le journal du Parti communiste anglais, qui se trouve actuellement sous la pression de l'opinion démocratique du prolétariat anglais — y compris de la propre base du P.C. anglais — donnait une explication toute autre des événements de Poznan, et en fait beaucoup plus objective.

Dans son numéro du 30 juin, le Daily Worker écrivait : « Il semble que depuis un certain temps déjà existait un véritable mécontentement dans la grande usine de 15.000 ouvriers de Zispo, et que ce mécontentement s'est aggravé à la suite des nouvelles réglementations pour les salaires, qui faisaient diminuer la paye de certaines catégories d'ouvriers. »

Ce journal reconnaît ensuite que cette situation a effectivement provoqué le 28 juin une « démonstration de protestation à travers les rues de Poznan ».

Le Daily Worker du 2 juillet, revenant sur les événements, approfondit leur origine ouvrière spontanée. Il écrit : « Parlant de l'arrière-plan des événements de ces derniers jours, les

ouvriers disent (au correspondant du journal) que les raisons qui ont donné lieu à la démonstration étaient en discussion depuis un certain temps déjà.

Leur principal grief était que le Plan économique central n'a pas fourni assez de matières premières à des usines fabriquant des machines telle l'usine Zispo, pour continuer à travailler régulièrement.

Souvent les ouvriers n'ont pas assez de travail et leur paye en souffre.

... Ils déclarent que leurs directions (syndicales) sont incapables et qu'ils ont perdu la foi en elles.

... Le mouvement dans l'usine allait en se renforçant depuis quelques mois, et à la suite des discussions sur le 20^e congrès du P.C. de l'U.R.S.S., a atteint un haut niveau.

... Le 25 juin, une délégation de trente ouvriers a été élue par tous les ateliers de l'usine afin de rencontrer M. Sidelki, ministre des Industries des machines à Varsovie.

... Un ouvrier m'a dit (relate le correspondant du Daily Worker), que quand la suggestion a été faite de préparer une manifestation publique, plusieurs ouvriers se sont déclarés d'accord.

... Personne en Pologne ne s'efforce de cacher le fait que les ouvriers de Poznan avaient des sérieux griefs.

... Il est significatif qu'une action de solidarité a été déclenchée par toutes les autres sections des ouvriers de Poznan.

Dans une grève générale ils ont rendu la ville morte.

... Récemment des grèves avaient éclaté également dans d'autres villes de Pologne. » (Souligné par nous.)

Dans son numéro du 3 juillet, le Daily Worker va même encore plus loin et donne la parole à des ouvriers de base de Poznan. Le reportage de son correspondant est titré : « Les ouvriers de Poznan parlent de leurs griefs ». Il établit le fait significatif suivant que la plupart des « émeutiers » accusés « d'agents » et de « provocateurs » étaient âgés « au-dessous de vingt ans », de « tout petits gars ».

Une résolution fut adoptée condamnant les responsables de la tuerie et appuyant le Parti ouvrier unifié et le gouvernement.

Cependant, on ne peut pas dire qu'il y avait grand enthousiasme parmi les ouvriers (de l'usine qui avait voté cette résolution).

Des ouvrières dans la grande usine de Goplana étaient très réservées dans leurs déclarations quand j'ai parlé avec elles.

Une ouvrière, déléguée syndicale, a dit : « Nous avons droit de manifester, mais il ne doit pas y avoir de coups de feu ». Quand je lui ai demandé qui avait commencé à tirer, elle a répondu : « Le gouvernement dit que c'était la pègre et les provocateurs. Mais le peuple dit que c'était la police ». (Souligné par nous.)

Quand j'ai demandé à une autre ouvrière quels étaient selon son avis les motifs de la démonstration, elle a répondu : « Je ne sais pas, mais j'ai entendu dire qu'ils criaient : « Nous voulons du pain ! ». Pressée de me livrer sa véritable pensée, elle et d'autres ouvrières n'ont pas hésité à appuyer ce mot d'ordre : « Il est plaisant de travailler ici, mais nous voulons plus d'argent. Nous devons avoir plus d'argent pour nourrir nous-mêmes et nos enfants ».

Se référant au discours du Premier ministre Cyrankiewicz, une ouvrière a dit : « Cyrankiewicz c'est un bon type, il a dit de bonnes choses, mais nous voulons plus d'argent ».

Que reste-t-il après ces témoignages donnés par le correspondant du journal d'un Parti communiste frère, des mensonges révoltants de l'Humanité ? La preuve, certes, que la direction de Thorez représente effectivement un carré irrédicible des « staliniens orthodoxes », c'est-à-dire de bureaucrates invétérés, coupés depuis longtemps de la classe, de ses peines, de ses luttes, de ses aspirations.

L.W. CARPER

de la discussion

P. C. F.

ment la salle des séances. Ainsi furent obtenues les résolutions unanimes favorables au secrétaire général.

PAS DE TENDANCES !

Toutes ces manœuvres pouvaient fournir un modèle à un entrefilet victorieux dans « l'Humanité » ; elles ne pouvaient empêcher les militants de conserver leur opinion. Et cette opinion ne devait pas être exprimée aux conférences fédérales, ni au congrès. Aussi, les membres des directions trouveront-ils dans leur arsenal un nouvel argument dans : « Pas de tendances dans le Parti ; aussi ceux qui ne sont pas d'accord avec la ligne ne peuvent-ils être mandatés ». Et au nom de ce principe prétendument communiste, beaucoup d'opposants se virent exclus des délégations ; ce qui donne un aperçu sur la composition que peuvent avoir les congrès fédéraux et le congrès national. On tenta même de les écarter des comités de sections ; mais, devant la protestation de l'ensemble des militants, cette manœuvre échoua le plus souvent.

LA TRIBUNE DE DISCUSSION.

L'accumulation d'astuces provoqua de vives protestations de la part des militants. On leur répondit : « Vos arguments seront discutés au congrès. Envoyez-les à la Tribune de Discussion ».

De nombreuses lettres, proposant pour la plupart des amendements, furent expédiées. Quelques-unes furent publiées au début, toujours flanquées d'une réponse officielle ; puis elles cédèrent la place à des contributions insignifiantes, consacrées à des questions de troisième ordre. Puis toute lettre disparut devant l'afflux des résolutions issues des fédérations, auxquelles on ne peut accorder une grande valeur représentative.

Si elles ne furent portées à la connaissance de tout le parti (ce qui est une condition de la démocratie), ces critiques seront-elles au moins discutées au congrès ? Oui, dans les commis-

sions politiques ! Organismes restreints choisis, dans des conférences sélectionnées, ces commissions ne joueront qu'un rôle de frein, sans démocratie réelle. L'exemple de la conférence de Paris le prouve.

LA CONFERENCE FEDERALE DE PARIS.

A cette conférence, la commission politique eut à discuter de plus de cinq cents amendements. Elle en retint seulement moins de vingt, tous conformes à la ligne générale. Les autres ne firent l'objet d'aucune discussion sérieuse. Il en sera de même au congrès.

Autres faits marquants de la conférence : les interventions de J. Baby et V. Leduc. Le premier critiqua l'épuration dont fait l'objet la rédaction d'Economie et Politique pour la seule raison de désaccord théorique. Le second fit, dans la ligne de ses précédents articles, une intervention critique sur le problème des voies du socialisme et sur le culte de la personnalité dans le P.C.F. On ne leur répondit que par des insultes, par des amalgames grossiers avec Hervé, dont Leduc se sépara nettement sur le plan politique. Et, en commission, Duclos menaça, parlant de travail fractionnel et disant que des commissions d'enquête viendraient briser les oppositions. Et c'est sans nul doute pour la même raison que la direction fait de la réélection des anciens dirigeants fidèles à la ligne, une question de principe. Ainsi J.-P. Vigier, ligué a-t-il été élu au Comité fédéral contre l'avis de sa section, et A. Besse, écartée, pour « difficultés politiques ».

POUR UNE VERITABLE DEMOCRATIE.

On comprend que dans de telles conditions, beaucoup de militants réclament le vote secret. Ce n'est certes pas une panacée, ni un procédé recommandable à toutes périodes ; à l'heure actuelle, ce pourrait être un moyen de lutte efficace contre ceux qui étouffent la voix de la base.

Mais la conclusion la plus générale à tirer de ce lamentable état de chose, c'est qu'aucun progrès ne pourra être fait sans la reconnaissance dans le P.C.F. du droit de tendances.

C'est la voie de formation de l'opposition de gauche dont nous voyons les premiers éléments se manifester.

C'est la condition de réalisation du 15^e congrès réellement démocratique, que réclament les militants déçus par la préparation du 14^e congrès.

La vie politique en Union Soviétique

Le testament de Lénine a enfin été publié à Moscou, après avoir été dissimulé pendant 32 ans, après que des milliers de communistes soviétiques ont été condamnés pour l'avoir diffusé.

C'est là un épisode remarquable, hautement significatif, de la situation qui se développe en U.R.S.S., de la poussée antibureaucratique obligeant les dirigeants soviétiques, les anciens complices de Staline, à manœuvrer.

Deux Allemands, dont l'un fut un ancien fonctionnaire de la D.D.R., qui furent déportés en 1951 et 1952 à Vorkuta, et qui ont été libérés l'an dernier ont publié des informations très intéressantes dont nous allons relever l'essentiel.

Ils confirment tout d'abord la liquidation des camps de concentration.

« La première indication de grands changements survint dans l'automne 1953, peu après les premières grandes grèves ou, si vous préférez, après la chute de Béria. Le trust étatique du charbon « Vorkutugol » fut retiré au M.V.D. et remis au ministère de la production charbonnière. C'était une partie de la réduction systématique de la puissance de la police secrète. Pour les prisonniers, cela signifiait moins d'obligations et plus de stimulants. Le système selon lequel chaque jour où un prisonnier dépassait la norme comptait pour 2 ou 3 jours de peine qui depuis 1949 ne s'appliquait qu'au droit commun, fut rétabli en faveur des « politiques ». Vorkuta fut placé sur la liste des régions prioritaires pour la réception d'aliments et de biens de consommation... A partir d'avril 1954 il y eut les amnisties... Un plus grand nombre de prisonniers — la plupart des « politiques » — fut touché par une autre mesure : un adoucissement du régime de ceux qui avaient effectué un tiers de leur peine. Ils restaient à l'intérieur des barbelés, mais furent autorisés à aller travailler sans gardes, à passer hors du camp deux heures par jour après le travail, à avoir une journée libre hors du camp... En outre, ceux qui avaient été libérés après avoir fait les deux tiers de leur peine furent aidés à construire leurs propres maisons en bois, avec des matériaux fournis par l'administration...

« En 1955, à la fin de l'été, il y eut une nouvelle grève, qui triompha...

« Nous savons que deux transports d'environ 2.000 prisonniers « politiques » sont passés en août dernier à Vorkuta, c'étaient les seuls « politiques » à arriver depuis deux ans et ils étaient composés essentiellement d'« hommes de Béria », c'est-à-dire d'anciens membres de la police secrète. Ils ont été envoyés à de nouveaux « camps mobiles » destinés à la construction d'un transsibérien du nord, une voie ferrée reliant Vorkuta à Norilsk... »

Pour Staline, les camps étaient destinés entre autre à exterminer les opposants, surtout les oppositions communistes. Des dizaines et des centaines de milliers de communistes ont ainsi été assassinés. Mais, malgré cela, dans ces camps se sont maintenues et transmises les traditions révolutionnaires, et les liens avec le reste du pays n'ont également pas été rompus. Voici ce qu'écrivent ces deux Allemands et qui est un témoignage particulièrement révélateur de l'état d'esprit qui existe en U.R.S.S. :

« Dans le printemps de 1953, un mois ou deux après la mort de Staline parvint à notre camp la copie d'un « tract clandestin ». Le cheminot qui l'apporta dit qu'on en avait trouvé un grand nombre un matin dans les rues et le métro de Moscou, et dans les trains. Il était signé « l'opposition léniniste du parti ». Il développait pour la première fois le thème... que Staline s'était écarté de l'enseignement de Lénine et que le parti devait retourner à la véritable doctrine pour reconquérir la confiance des masses... Il demandait non seulement le retour à la « légalité socialiste »... mais aussi au « principe volontaire » proclamé par Lénine pour les fermes collectives et à une forme plus modérée, mieux proportionnée de croissance industrielle, sans exigences excessives auprès des travailleurs...

« Le tract était bien imprimé et tous les Russes du camp pensaient... qu'il devait avoir été diffusé

par certaines parties de la machine du parti ou du gouvernement pour des raisons particulières...

« Peu après des lettres provenant de kolkhozes de différentes parties du pays commençaient à parler de l'espoir de voir rétablie « la base volontaire »...

« A maintes reprises nous avons trouvé que le peuple identifiait ses propres espoirs de réforme avec l'image de Lénine... Pour l'ouvrier Lénine représente les anciens espoirs de « l'Etat ouvrier » ; pour l'intellectuel, la période d'expérimentation artistique et littéraire et de discussions passionnées sans aucune crainte...

« Dans l'intelligenza du camp, nous avons trouvé les restes de toutes les anciennes oppositions — depuis les trotskystes jusqu'à des étudiants critiques et de jeunes membres du parti de la génération d'après-guerre.

« Dans nos interminables discussions avec eux et avec des membres de l'élite dirigeante condamnés plus ou moins par accident... nous avons été frappés par le fait qu'indépendamment de leur passé, ils proposaient des changements qui allaient tous dans la même direction, qui étaient des versions modérées ou radicales du même programme.

« Tous ces hommes sont des « patriotes soviétiques », partant des institutions soviétiques actuelles ; personne ne songe à un retour à la propriété privée dans l'industrie privée ou même à un système parlementaire occidental. D'autre part, tous haïssent non seulement le régime policier, mais aussi le système rigide de la planification centralisée avec ses objectifs fixes pour chacun, en quoi ils voient la cause fondamentale de la corruption bureaucratique, de la pauvre qualité de la production et de l'insécurité personnelle. Tous sont d'accord, avec les successeurs de Staline, que la faillite de l'agriculture est le problème national le plus vital, mais ils ont peu de foi dans les remèdes employés jusqu'à présent.

« Les plus modérés — ceux qui récemment encore avaient des postes dans le parti, l'Etat ou l'industrie — voient la solution dans une planification moins détaillée et une plus grande liberté d'initiative aux dirigeants des usines et des kolkhozes ; ils voudraient une sorte d'économie de marché socialiste, avec moins « d'objectifs » et de « campagnes » et plus de stimulants. Ils voudraient garder les kolkhozes, mais iraient plus loin que Khrouchtchev pour leur permettre de produire ce qu'ils penseraient pouvoir mieux vendre. Dans les camps, on les connaissait sous le nom de « malenkovistes » et ils sont assez représentatifs d'un courant de l'élite dirigeante.

« Les éléments les plus radicaux — étudiants, plus jeunes membres du parti et survivants des vieilles oppositions — approuvent les revendications de décentralisation et de rationalisation économique, mais vont plus loin à deux égards. Premièrement, ils pensent que les kolkhozes sous leur forme actuelle ne peuvent être sauvés, et doivent être remplacés par des coopératives volontaires de paysans individuels, avec propriété coopérative des machines actuellement propriété d'Etat. Deuxièmement, ils attaquent le principe de contrôle totalitaire du parti et demandent que des syndicats démocratiques et des organisations de paysans, indépendants du parti, jouent un rôle principal de décision d'orientation économique et de gestion de la production.

« Ces idées semblent typiques de la plus jeune génération de l'intelligenza, y compris de nombreux fils d'ouvriers et de paysans qui étudient dans les universités...

« C'est l'expression la plus exacte de cette pression inexprimée d'en bas qui est une des plus grandes forces motrices de transformation de la Russie post-stalinière. »

Il ne peut pas faire de doute que ces aspirations de la masse des travailleurs soviétiques trouveront leur expression politique, sous une forme politique qui, en devenant consciente d'elle-même, affirmera sa filiation à Lénine à travers l'Opposition de gauche, les bolcheviks-léninistes, et recréera la section soviétique de la IV^e Internationale.

Un programme de lutte unitaire

L'heure est plus favorable que jamais à la réalisation de l'unité d'action entre les diverses centrales syndicales. Le gouvernement des « loyaux gérants » du capitalisme met son point d'honneur à faire mieux que quiconque la guerre au peuple algérien. Ceci pour le plus grand profit des trusts et de leurs amis les colons.

Dans ces conditions, les mesures « sociales » dudit gouvernement demeurent bien fluettes. A côté du fonds national vieillesse assez symbolique, la liste des impôts nouveaux s'allonge. Le seul domaine où nos ministres socialistes s'agitent vraiment est celui de la lutte contre la montée des prix. Je veux dire la montée de l'indice des prix. On nous annonce que le cours de la pomme d'arrosoir et celui de la balle de tennis étant stagnant et grâce à celui de la pomme de terre, les 213 articles ont baissé. Mais les travailleurs, que la lecture des indices laisse sur leur faim, voient monter avec persévérance les prix des fruits, légumes verts et viande, et, officiellement celui-là, le prix du tabac.

Aussi les organisations syndicales sont-elles unanimes à dénoncer cette hausse des prix que même la presse réactionnaire ne peut cacher. Rien d'étonnant à ce que progresse donc l'unité d'action, dont l'exemple le plus spectaculaire dans ces récentes semaines est le débrayage chez Renault.

Mais dans ce cas précis, l'absence d'un programme commun limite considérablement les possibilités. Or, aujourd'hui, un tel programme est relativement facile à mettre sur pied.

La définition des revendications essentielles doit se faire dans les entreprises, mais il est indispensable de fixer aux travailleurs, dès le départ, la perspective de grandes luttes d'ensemble. Pour vaincre l'inertie de F.O., C.F.T.C. et autres, la C.G.T. doit montrer les exaltantes possibilités qui existent pour la lutte des travailleurs.

C'est à l'échelle nationale qu'il faut engager une campagne : Que dans chaque entreprise le syndicat C.G.T. détermine avec les travailleurs un programme revendicatif unitaire ; qu'il le propose aux autres organisations ; que dans chaque localité des comités unitaires établissent, à partir des suggestions de la base, un programme commun ; qu'aux divers échelons se fasse le même travail et la classe ouvrière se trouvera rapidement en possession d'une arme, dangereuse pour le patronat : UN PROGRAMME UNITAIRE.

Les usines les plus avancées aidant les plus retardataires par tracts et meetings, les entreprises d'avant-garde montrant la voie de l'action permettant le regroupement de lutte de très larges couches du prolétariat, ainsi sera réalisé très vite le climat d'une grande lutte d'ensemble victorieuse.

Sans doute une telle campagne, que de nombreux militants ouvriers sentent possible, serait plus facile si la direction confédérale de la C.G.T. en prenait l'initiative. Mais il reste que cette tâche peut être entreprise si des militants de base de la C.G.T. s'y attellent.

Si grand est le mécontentement des masses, que malgré toutes les tentatives de freinage, un tel programme finira par voir le jour et la trame en apparaît dans les actions présentes :

- ARRET DE LA GUERRE D'ALGERIE.
- RETOUR AUX 40 HEURES PAYEES 48.
- AUGMENTATION SUBSTANTIELLE DES SALAIRES.
- DISPARITION EFFECTIVE DES ZONES DE SALAIRES.

Lucien COLLONGES

Débrayage chez Renault

C'est la première fois depuis 1951 que les ouvriers de chez Renault ont participé en si grand nombre au débrayage d'une heure vendredi 29 juin.

Malgré une production record de véhicules : 228.000 en 1955 contre 204.000 en 1954, après avoir doublé la superficie de l'usine de Flins au cours de cet exercice 1955, augmenté l'importance de celle du Mans, accru la modernisation de Billancourt, créé la S.A.V.I.E.M. en absorbant SOMUA et LATIL, la Direction n'a accordé au titre de la « répartition des bénéfices » que 10.920 francs (au coefficient 100, 1/3 hiérarchisé et 2/3 fixes) contre 12.200 francs l'année précédente répartis dans les mêmes conditions.

Signalons que les profits réalisés pour la régie (investissements, impôts, bénéfices avoués), sur la base d'une heure de travail par ouvrier, sont passés de 244 francs en 1954 à 310 francs en 1955, soit 66 francs en plus. La « part » répartie au titre des bénéfices, au personnel, est passée de 750 millions en 1954 à 650 millions en 1955. Il devenait fatal que la colère gronde dans les ateliers à l'annonce de ces chiffres.

Parallèlement, la hausse du coût de la vie chiffré par une commission paritaire à la régie même, s'élève à 11 % depuis décembre 1955, les salaires n'étant augmentés que de 3 fois 1 % depuis septembre 1955, etc.

Les syndicats F.O. et C.F.T.C. (de tendance reconstruction), après avoir proclamé à cor et à cri que l'accord-contrat du 15 septembre marquait une étape nouvelle du mouvement ouvrier, l'amélioration du pouvoir d'achat prévus par les « voies nouvelles du syndicalisme » en quelque sorte, découvrent tout d'un coup que la Direction (l'Etat-patron) n'a pas respecté la « règle du jeu », à savoir la garantie et même l'accord.

Ainsi vont les promesses... Il y avait de « l'eau dans le gaz » dans les relations : Direction et syndicats considérés signataires bon teint.

Mardi 19 juin, jour de l'annonce des 10.920 francs, F.O. et C.F.T.C. à midi, lançaient le mot d'ordre de grève pour 17 heures de toute l'usine.

Stupéfaction générale !

Qu'est-ce qui leur prend ?

A Billancourt, quelques 200 ou 300 ouvriers débrayèrent, comprenant une bonne part de militants C.G.T. Cet échec amorça de larges discussions dans les deux organisations réformistes. Les critiques portant sur le fait qu'il « aurait fallu laisser au moins 24 heures à la C.G.T. pour se retourner ».

EVIDEMENT !

Etait-il concevable de négliger celle-ci ? Pour sa part, la C.G.T. décida de ne pas s'opposer au débrayage et de demander à ses militants d'être à la « pointe du combat » lorsque les conditions seraient réalisées pour la réussite du mouvement dans les ateliers.

« ETRE LES MEILLEURS » devait s'avérer n'être qu'une formule. Les ouvriers demandent en général PLUS d'éclaircissements dans leurs luttes, et la C.G.T. ne donnant aucun mot d'ordre précis, justifié d'ailleurs par l'impréparation de cette action et la non-formulation de revendications claires, la faiblesse de l'action engagée ce jour s'explique. Néanmoins, les discussions allaient bon train, les ouvriers ne demandaient qu'à prendre au mot les velléités de F.O. et C.F.T.C. de « faire une action ». Cela leur arrive si peu.

Ces deux organisations ulcérées de voir en quel « mépris » la direction les tient, elles, signataires de l'accord, furent amenées à pratiquer une « certaine unité d'action » avec la C.G.T.

Et c'était le débrayage du vendredi à 17 h., une fin de semaine, sans rassemblement, ni meeting, à la demande de F.O. et C.F.T.C. (quelle dignité n'est-ce pas ?) sur les quatre points suivants :

1. Prime de bilan plus élevée.
2. Maintien et amélioration du pouvoir d'achat dans l'immédiat par :
 - a) une prime de vie chère uniforme,
 - b) augmentation générale des salaires.
3. Retour progressif aux 40 heures.
4. Possibilité pour les Nord-Africains de se rendre dans leur famille à l'occasion des congés payés.

Quel dosage savant des revendications ! Ainsi, F.O. et C.F.T.C. confiants dans l'action gouvernementale, pour l'avenir, estiment de surcroît que la hausse du coût est essentiellement déterminée par la hausse des produits alimentaires, revendiquant une prime de vie chère, versée le temps nécessaire pour que les bienheureuses récoltes prochaines aient amené « LA BAISSE ».

Et voilà pourquoi cette revendication voisine

avec l'augmentation des salaires réclamée par la C.G.T., etc.

Cette imprécision des revendications n'est que l'amorce du compromis. La promesse de 1.500 francs sur la prime de septembre et le 1 % sur les salaires à la rentrée des congés payés sont jugés insuffisants.

A partir de quoi et de combien ?

F.O. et C.F.T.C. considèrent qu'il faudra cesser « la pression » sur la direction, en jouant la corde de l'« UNITE D'ACTION ».

Les « apprentis sorciers » risquent d'être déçus. Les ouvriers finiront par prendre au sérieux cette affaire. Ce sont eux qui apprécieront s'il convient de s'arrêter ou non en si bon che-

min. Encore une fois leur combativité n'est pas en cause.

CHIFFRER LES REVENDICATIONS est la tâche des organisations syndicales, de la C.G.T. en premier lieu, ET DE LES PRECISER EGALEMENT.

Il devient nécessaire de permettre aux ouvriers. Devant la multiplicité des conflits en France, de se serrer les coudes, de déterminer ce qui leur est commun, de coordonner l'action, d'ouvrir des perspectives à leur lutte.

C'EST LE SEUL MOYEN D'EMPECHER LES MANOEUVRES ET LES COMPROMIS SANS COMBAT.

CORRESPONDANT

Les travailleurs scientifiques et la lutte des classes

Le prodigieux développement de la technique depuis le début de la deuxième guerre mondiale rend de plus en plus caduc l'ancien système classique d'organisation technique. De moins en moins les « bureaux d'études » des entreprises industrielles privées sont à même de résoudre les problèmes scientifiques qui se posent. De plus en plus s'avèrent nécessaires les larges concentrations de recherches scientifiques, puissamment équipées, dotées d'un personnel nombreux dont on a vu apparaître, pendant la guerre déjà, les premiers types allemand et américain de Peenemünde et d'Oak Ridge.

L'étude et la solution des problèmes scientifiques et techniques modernes, que ce soient celles des formes, dans les souffleries supersoniques, celles des machines-calculatrices robots, celles de la fission atomique exigent des années d'essais, un matériel coûteux, de fortes équipes de travailleurs scientifiques, représentant une somme énorme d'investissement et de paiement de force de travail que les capitalistes ne veulent plus effectuer. Aussi trouvent-ils plus simple de laisser les frais de ces recherches à l'Etat capitaliste, qui les fait, en fin de compte payer par l'ensemble de la nation, c'est-à-dire essentiellement par la classe ouvrière et les couches populaires. Et s'il existe encore quelques entreprises privées de recherches c'est toujours dans des cas où les résultats deviennent rapidement rentables, comme l'étude des problèmes d'automatisme par la « télé-mécanique » par exemple.

Ceci a conduit l'Etat à réaliser, aux frais du pays, un certain nombre d'organismes de concentration scientifique comme Saclay, l'O.N.E.R.A. ou le Laboratoire de Vernon dont il offre ensuite l'utilisation à bon marché, et en exploitation non rentable, aux entreprises capitalistes privées. A Vernon, par exemple, les coûteuses recherches électroniques sont faites par le Laboratoire de l'Etat, mais la fabrication productrice immédiate de plus-value est laissée aux grands trusts privés, Alstom, Thomson-Houston, etc. Ce joli tour de passe-passe (P.M.F. appelait ça la « reconversion ») défraie les entreprises capitalistes de tout investissement de recherches et les met à même de travailler dès le premier jour avec une plus-value de l'ordre de 60 %.

Quel est le comportement du travailleur scientifique dans un tel cadre ?

Il a d'abord perdu son apparence de « bras droit du patron », perdu son rôle d'excitateur à la production, de chien de garde de la société bourgeoise. Il devient lui-même, tout comme l'ouvrier, l'élément anonyme d'un cadre hiérarchisé, mal payé (l'Etat embauche ses jeunes ingénieurs à 40.000 francs par mois), soumis au contrôle presque apparent d'un organisme policier, puisque dans l'état actuel de l'économie il n'est guère de recherche qui ne soit, à un titre ou à un autre contrôlable par la Défense Nationale... et par la D.S.T.!

C'est aussi le caractère essentiellement « militaire », « stratégique » de son travail qui lui fait toucher du doigt la dure réalité du capitalisme décadent. Dans son bureau, dans son laboratoire, dans son atelier naissent ces machines merveilleuses, ces machines du socialisme, qui pourraient supprimer la peine des hommes, ces groupes d'automatisme qui pourraient supprimer le manœuvre spécialisé, cet « intouchable » du XX^e siècle et qui, dans les mains d'un patron, ne savent que fabriquer quelques milliers de chômeurs, là, naissent aussi ces cerveaux électroniques qui pourraient porter la civilisation à un si haut degré et dont les prévisions d'emploi sont

attribuées à la conduite d'une charge atomique vers une ville épouvantée. Là, derrière ces dalles de plomb, naît cette prodigieuse énergie de la fission qui pourrait creuser des canaux, changer le cours des fleuves, transformer et embellir la terre et dont il est seulement chargé d'étudier l'efficacité guerrière.

Et c'est alors ce refus de jouer les apprentis sorciers qui se manifeste jusque dans les couches les plus élevées des travailleurs scientifiques, les Oppenheimer, les Rosenberg, les Fuchs, les Joliot-Curie, les Martin, et qui les fait se dissocier, jusqu'au péril de leur vie, des entreprises mortelles du capitalisme pourrissant.

Tous les travailleurs scientifiques ne portent pas ces noms prestigieux. Il en est de beaucoup plus petits, de beaucoup plus obscurs. Et chez ceux-là, la découverte des réalités sociales conduit à l'attitude la plus saine : leur association avec le prolétariat dans sa lutte, leur participation à toutes ses luttes et ceci malgré le doigt menaçant que la bourgeoisie pointe vers eux : « Comment ? Vous, l'élite, vous employez les détestables méthodes des ouvriers ?... »

Il y a dix ans nous disions : « Même les usines scientifiques qui fabriquent les effroyables engins de guerre actuels ne sont pas à l'abri de la lutte des classes ». Aujourd'hui cela n'est plus l'affirmation d'une espérance, ce n'est plus un vœu pieux.

Au seul laboratoire de Vernon qui emploie 200 travailleurs scientifiques et où les syndicats de techniciens affiliés aux centrales ouvrières sont puissants, il y a eu neuf grèves de techniciens en moins d'un an et dans ces neuf grèves, deux étaient pour l'augmentation des salaires des 600 ouvriers du laboratoire, deux pour le réembauchage d'une ouvrière licenciée, quatre autres pour des augmentations de salaire des techniciens, et une contre un abus de pouvoir exercé contre un membre du personnel.

N'est-ce pas là une claire prise de conscience de classe ? Une effective solidarité de classe ? Et ces grèves ont toujours lieu dans les conditions où elles sont le plus efficaces : Au moment des grèves de Nantes, associées aux grèves des ouvriers, ou comme cette grève de 24 heures en avril au moment ultime de la préparation des essais au Sahara, ou, comme celle d'il y a quelques jours, où les braves généraux de la Haute Ecole des Etudes Militaires venus au Laboratoire pour retremper leur moral atteint par l'attitude de ce détestable peuple français, incapable de mener à bien une guerre coloniale, tombèrent sur nos pancartes : « Les techniciens font grève pour leurs 20 % ».

Est-il alors besoin de parler du renouveau de confiance ressenti par les ouvriers qui voient que la lutte n'est plus abandonnée aux couches traditionnelles du prolétariat, qui voient aussi qu'ils trouveront leurs alliés naturels dans la lutte définitive contre le capitalisme, pour le socialisme.

Les travailleurs scientifiques arrivent à la lutte des classes, petit à petit, mais chaque jour davantage. Le technicien rêvé par la C.G.C., « l'auxiliaire au patron » disparaît pour faire place au travailleur intellectuel, luttant au coude à coude dans sa classe avec tous les autres travailleurs.

Et ceci est un bien vif démenti à la direction du P.C.F. qui en est encore à soutenir qu'on ne gagne la Paix qu'avec « beaucoup de sagesse, beaucoup de prudence, beaucoup de ménagements, avec des formes particulières d'organisation... ».

CORRESPONDANT

Nous publions ci-après le texte d'un télégramme adressé par le Comité Exécutif de la IV^e Internationale au gouvernement polonais.

Quatrième Internationale qui défend inconditionnellement Etat Ouvrier Polonais contre impérialisme et réaction, exprime solidarité entière avec ouvriers Poznan luttant pour amélioration conditions vie et démocratie prolétarienne. Elle réclame libération détenus ouvriers et satisfaction demandes masses en les associant démocratiquement gestion effective économie et Etat. Elle dénonce tout procès d'amalgame militants ouvriers et éléments proimpérialistes et réclame procès éventuels publics avec assistance avocats librement choisis par accusés et assistance délégations ouvrières internationales.

COMITE EXECUTIF
IV INTERNATIONALE

Salut aux Travailleurs Polonais

(Suite de la page 1)

La résolution invoque l'encerclement capitaliste pour expliquer la perte des libertés démocratiques. Mais l'encerclement capitaliste fut au moins aussi dangereux du vivant de Lénine, et alors la démocratie du parti ne fut jamais violée.

En réalité, de Lénine à Staline, le pouvoir est passé des mains de l'avant-garde ouvrière révolutionnaire aux mains d'une bureaucratie, d'un appareil de dirigeants de trusts, d'entreprises, de secrétaires d'organisations de toute sorte. Cet appareil s'est érigé au-dessus de la société soviétique, a dirigé la société avant tout dans l'intérêt de ses privilèges, et pour le faire a étouffé toutes les libertés démocratiques acquises par la Révolution d'Octobre.

Khrouchtchev est aujourd'hui le porte-parole politique de cet appareil bureaucratique. Il n'a plus en face de lui le prolétariat de 1923, épuisé par la guerre civile et démoralisé par les défaites de la révolution mondiale. En U.R.S.S. et dans les démocraties populaires, les ouvriers, sentant le monde entier dressé contre le capitalisme chancelant, présentent leurs revendications. Les Khrouchtchev ne peuvent plus diriger à la manière de Staline, ils veulent bien renier celui-ci, mais ils entendent garder dans leurs mains la gestion de l'Etat et de l'économie.

Après Berlin 1953, Poznan 1956 montre avec une force accrue les travailleurs des Etats ouvriers exigeant de dire leur mot dans la gestion de l'Etat et de l'économie.

Ils recourent à l'arme de la grève (qui était reconnue légalement dans la Constitution soviétique de 1918). Ils veulent des organisations syndicales indépendantes de l'Etat. Ils veulent donner leur position sur la conduite de l'Etat et de l'économie. Ils posent ainsi la revendication du droit aux tendances et aux partis qui se placent dans le cadre des nouvelles formes de propriété.

La révolution politique qui abolira le régime bureaucratique et rétablira la démocratie ouvrière est en marche. Ni les calomnies ni les répressions ne pourront l'arrêter.

Les masses laborieuses de l'U.R.S.S. et des démocraties populaires méprisent les hypocrites déclarations de solidarité des capitalistes et de leurs serviteurs, de ces hommes qui, en Algérie, à Chypre, aux Philippines, défendent féroce-ment la propriété capitaliste.

Mais les masses travailleuses de ces pays ont droit à la solidarité des travailleurs des pays capitalistes, notamment contre les calomnies des dirigeants des Partis communistes qui, au moment où ils prétendent devenir indépendants, montrent une fois de plus leurs liens avec les dirigeants bureaucratiques contre les masses travailleuses.

La IV^e Internationale adresse son salut aux grévistes de Poznan, aux travailleurs de Pologne, et à toutes les masses laborieuses des Etats ouvriers en lutte contre le régime bureaucratique.

— Droit de grève.

— Indépendance des organisations syndicales par rapport à l'Etat.

— Droit aux tendances et aux partis se plaçant dans le cadre des nouvelles formes de propriété.

A bas le régime bureaucratique !
Vive la démocratie ouvrière !

“ L'HUMANITE ” falsifie le testament de Lénine

« L'Humanité-Dimanche » du 1^{er} juillet publie de larges extraits du « Testament » de Lénine caché pendant plus de trente ans aux militants communistes et dont les dirigeants stalinien nièrent l'existence.

Génée par les passages relatifs à Trotsky, « l'Humanité » n'a pas craint de recourir à une vulgaire falsification d'un texte historique. Voici « l'Humanité » prise en flagrant délit :

1^{er} exemple : passage où l'accent mis par Lénine se trouve sensiblement déplacé.

Texte authentique : « Le camarade Trotsky, comme l'a déjà démontré sa lutte contre le Comité central à propos de la question du Commissariat du peuple aux voies de communication, ne se distingue pas seulement par les capacités les plus éminentes. Personnellement, il est, certes, l'homme le plus capable du Comité central actuel, mais il est excessivement porté à l'assurance et entraîné outre mesure par le côté purement administratif des choses. »

Version de « l'Humanité » : « Le camarade Trotsky, comme l'a déjà montré sa lutte contre le Comité central, en liaison avec la question du Commissariat du peuple aux voies de communication, ne se distingue pas seulement par

des aptitudes remarquables. Il peut bien être l'homme le plus doué dans le Comité central actuel, il n'en est pas moins tout à fait imbu de présomption et tout à fait impressionné par le côté purement administratif des choses. »

2^e exemple : passage où « l'Humanité » renverse exactement les paroles de Lénine.

Texte authentique : « Je rappellerai seulement que l'épisode d'Octobre de Zinoviev et de Kamenev n'a évidemment pas été occasionnel, mais qu'il ne peut guère plus leur être personnellement reproché que le non-bolchevisme au camarade Trotsky. »

Version de « l'Humanité » : « Je rappellerai seulement que l'épisode d'Octobre 1917 qui met en cause Zinoviev et Kamenev, n'a pas été un hasard. Mais on ne peut assurément pas les rendre responsables personnellement, contrairement à ce qui concerne l'absence d'une attitude bolchevique chez Trotsky. »

A ce vulgaire faux, il faudrait ajouter le passage sur Boukharine où « l'Humanité » relève uniquement les réserves faites par Lénine en taisant le début de la phrase qui désigne Boukharine comme étant le plus précieux et le plus fort théoricien du Parti.

CONGRES DES COMITES D'ACTION CONTRE LA GUERRE D'ALGERIE

(Suite de la page 1)

C'est précisément pour organiser de telles luttes à l'échelle nationale, pour coordonner les efforts de chaque travailleur, de chaque entreprise et de chaque localité que des dizaines de milliers de militants ont consacré leur vie à construire la C.G.T. et le P.C.F. Et pourtant, malgré cette combattivité, malgré l'existence de ces organisations, les luttes sont restées isolées les unes des autres, chacune à son jour. Et c'est évidemment cela qui fait qu'après la première vague se ressent maintenant un certain relâchement dont profite le gouvernement pour se faire approuver par son parti et faire des plans de guerre sans fin.

Le P.C.F. (qui n'hésite pas à remplir la première page de l'Humanité lorsqu'une résolution du P.C. de l'U.R.S.S. lui donne des arguments pour excuser son refus de répudier Staline) n'a pas trouvé le moyen de lancer une campagne pour l'organisation de comités de lutte contre la guerre qui pourtant se créent et existent partout dès que quelques militants en prennent l'initiative. Le P.C.F. qui peut organiser de grandes campagnes de signatures n'a pas pu, avec la C.G.T., organiser une vague de grève et la grève générale que la quasi-unanimité des travailleurs suivraient dans l'enthousiasme. Non seulement il n'a pas agi de la sorte, mais il a tout fait pour couper les ailes aux initiatives locales et a couronné le tout par le vote pour les pouvoirs spéciaux et par un vote d'abstention sur la politique colonialiste du gouvernement. Le peuple algérien s'abstient-il ? Les soldats emprisonnés pour avoir manifesté se sont-ils abstenus ?

Si les dirigeants du P.C.F. avaient voulu aider le gouvernement à imposer sa politique de guerre et à désorienter l'opposition des masses, ils ne s'y seraient pas pris autrement.

D'ailleurs, c'est bien leur argumentation : ils ne veulent pas gêner le P.S. Ils veulent faire le Front Unique avec lui ! Les dirigeants du P.C.F. avaient voté pour Mendès-France parce que, disaient-ils, la question de la paix en Indochine était la plus importante. Mais aujourd'hui que c'est la question de la fin de la guerre en Algérie qui est la plus importante, ils votent pour ceux qui la continuent. Comprenne qui pourra ! Bien entendu qu'une telle politique constitue un obstacle très puissant pour le combat des masses. Bien entendu qu'elle désoriente et freine l'opposition.

Dire que c'est pour réaliser le Front Unique ouvrier est une escroquerie. Parti ouvrier bourgeois disait Lénine en parlant du P.S., et lorsqu'il luttait pour réaliser le Front Unique avec lui, ce n'était pas sur la base de la politique bourgeoise qu'il voulait le faire, mais ce qui reste ouvrier dans ce parti. C'est en proposant inlassablement au P.S. des actions communes pour la défense d'intérêts ouvriers qu'il réussissait à dresser les masses prolétariennes unies contre le capital. Serait-il venu à l'idée de Lénine et Trotsky de préconiser l'alliance avec Noske contre la révolution, en Allemagne ou en Afrique du Nord ? Ils disaient de proposer le front unique même à Noske, mais pour lutter contre la réaction.

Le résultat de la politique actuelle de Thorez a été de favoriser non seulement la poursuite de la guerre, mais aussi la victoire de Mollet, Lacoste dans leur Parti.

« Si même les dirigeants communistes qui parlent tant de la paix volent pour Mollet ou s'abstiennent et ne font pratiquement rien pour empêcher le départ des troupes, alors c'est que Mollet ne doit pas avoir tout à fait tort. » Voilà ce que peut se dire un travailleur socialiste, voilà le résultat d'une politique d'alliance avec les chefs socialistes sur ce que ceux-ci ont de plus bourgeois, c'est-à-dire, en fait, d'alliance avec la bourgeoisie. Non seulement cette politique désoriente les travailleurs, mais de plus elle s'oppose au développement d'une opposition dans le Parti socialiste, opposition qui elle, pourrait lutter pour le Front Unique avec le P.C.

Maintenant, c'est le congrès du P.C.F. qui se prépare. Il y a peu de chances pour que les vrais sentiments de la base s'y expriment plus que dans le congrès du P.S. Il est probable que les dirigeants vont en tirer la conclusion qu'ils peuvent continuer à faire le front unique avec les chefs socialistes sur la politique de la bourgeoisie. Mais en réalité, ils se trompent. De la base naîtront de plus en plus des initiatives de militants qui voudront effectivement lutter contre la guerre — qui voudront effectivement s'allier aux socialistes contre la guerre — et qui organiseront les combats que leurs chefs réprouvent.

C'est parce que Thorez n'a pas voulu avoir une politique révolutionnaire capable de faire naître une opposition dans le P.S. que cette opposition naîtra dans le P.C.F.